

Gelet op de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, inzonderheid op artikel 33 gewijzigd bij de wetten van 27 juni 1962 en 11 juli 1973 en bij het decreet van 7 juni 2001;

Op de voordracht van de Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs en de Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van artikel 3 van het decreet van 7 juni 2001 betreffende de sociale voordelen, zijn de in aanmerking te nemen stralen de volgende :

1° Franse Gemeenschapscommissie (Cocof) : 0,5 km;

2° Provincie Waals-Brabant : 2 km;

3° Provincie Henegouwen : 4 km;

4° Provincie Namen : 8 km;

5° Provincie Luik : 4 km;

6° Provincie Luxemburg : 10 km.

Deze stralen worden berekend vanaf de plaats van de onderwijsvestiging waaraan de betrokken inrichtende macht sociale voordelen voor de leerlingen toekent, waarbij het woord «vestiging» verstaan wordt zoals bedoeld in het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie.

Zij komen overeen met de zo kort mogelijke afstand gemeten door de rijbaan zoals bedoeld in artikel 2.1. van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer, zonder dat er rekening wordt gehouden met de omliegingen of verboden richtingen.

Wat het gewoon basisonderwijs betreft, is het grondegebied van de gemeente waar de door de inrichtende macht georganiseerde vestiging gelegen is, in alle gevallen gedekt.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. De Minister tot wiens bevoegdheid het Basisonderwijs behoort en de Minister tot wiens bevoegdheid het Secundair Onderwijs en het Buitengewoon Onderwijs behoren, worden, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 6 december 2001.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
de Opvang en de Optrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,

J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,

P. HAZETTE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2002 — 652

[C - 2002/27186]

8 FEVRIER 2002. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif au Commissariat à la Simplification administrative

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 1^{er};

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut pécuniaire des fonctionnaires de la Région;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mai 2000 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2001;

Vu la décision du Gouvernement du 27 septembre 2001 relative au Commissariat à la Simplification administrative;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 23 janvier 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 janvier 2002;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique donné, le 23 janvier 2002;

Vu le protocole n° 343 du Comité de Secteur XVI, établi le 1^{er} février 2002;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 août 1996,

Vu l'urgence;

Considérant qu'il importe de mettre en œuvre d'urgence la simplification de l'appareil normatif et réglementaire de la Région wallonne en vue de mettre celui-ci en adéquation avec les objectifs poursuivis par le Gouvernement wallon;

Sur la proposition du Ministre-Président,

Arrête :

Article 1^{er}. Il est créé auprès du Gouvernement wallon un Commissariat à la Simplification administrative.

Ce Commissariat est constitué pour la durée des missions visées à l'article 2. Il cesse d'exister à la fin de ces missions.

Art. 2. Le Commissariat a pour missions :

— de concevoir et mettre en œuvre, en accord avec les Ministres fonctionnels, toute amélioration substantielle relative aux procédures prioritaires arrêtées par le Gouvernement;

— d'animer un groupe de travail transversal à l'ensemble du service public wallon et de proposer au Gouvernement toute amélioration générique;

— d'assurer la coordination des initiatives en matière de simplification administrative avec l'équipe du projet du Gouvernement électronique;

— de mener toute autre mission, en rapport avec la simplification administrative, lui conférée par le Gouvernement.

Art. 3. § 1^{er}. Le personnel du Commissariat comprend un commissaire, deux agents de niveau 1 et deux agents de niveau 2+ (gradués en secrétariat de direction) désignés par le Gouvernement wallon sur proposition du Ministre-Président pour une durée de trois ans, éventuellement renouvelable.

§ 2. Pour pouvoir être désigné commissaire, le candidat doit disposer d'une expérience avérée et/ou d'une maîtrise de l'organisation et du fonctionnement du service public wallon.

Art. 4. § 1^{er}. Sous l'autorité du Ministre-Président, le commissaire est chargé de la mise en œuvre des missions qui sont confiées au Commissariat.

§ 2. Le commissaire est chargé de faire rapport à chaque Ministre fonctionnel pour les matières relevant de sa compétence et soumet trimestriellement un rapport sur ses missions à un comité d'accompagnement intercabineaux présidé par le Ministre-Président. Ce rapport, après examen par le comité d'accompagnement, est transmis au Gouvernement par l'entremise du Ministre-Président.

§ 3. Dans le cadre de ses missions, le commissaire informe le Gouvernement, par l'entremise du Ministre-Président, de tous les éléments susceptibles de présenter un intérêt pour la politique de simplification administrative et lui fait toute proposition qui lui paraît utile.

Art. 5. Les agents du Commissariat visé à l'article 1^{er} qui ne font pas partie du personnel des services du Gouvernement ou plus généralement de tout service public, bénéficient d'une allocation tenant lieu de traitement fixée dans les échelles ci-après, applicables au personnel des Ministères.

Le commissaire bénéficie de l'échelle de traitement A 3.

Il bénéficiera en outre d'un supplément d'allocation annuelle équivalent à l'allocation de Cabinet prévue pour un Chef de Cabinet adjoint par l'article 13 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mai 2000 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2001.

Les deux agents de niveau 1 visés à l'article 3, § 1^{er}, autres que le commissaire, bénéficient de l'échelle de traitement A 6. Ils bénéficieront en outre d'un supplément d'allocation annuelle équivalent à l'allocation de Cabinet prévue pour un attaché par l'article 13 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mai 2000 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2001.

Les deux agents de niveau 2 + visés à l'article 3, § 1^{er}, bénéficient de l'échelle de traitement B 3. Ils bénéficieront en outre d'un supplément d'allocation annuelle prévu pour le personnel d'exécution par l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mai 2000 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2001.

Art. 6. § 1^{er}. Si le personnel visé à l'article 3, § 1^{er}, a déjà la qualité d'agent des services du Gouvernement, il est détaché de son service pour la durée de sa désignation.

§ 2. La rémunération ainsi que les chèques-repas des fonctionnaires et des agents contractuels détachés des services du Gouvernement restent à charge de ceux-ci. Les agents contractuels des services du Gouvernement conservent, au même titre que les agents statutaires, leur rémunération augmentée de l'allocation visée à l'article 7.

§ 3. La situation pécuniaire des agents du Commissariat visé à l'article 1^{er} qui, sans faire partie des services du Gouvernement, appartiennent toutefois à un Ministère, à un service de l'Etat, à un autre service public, à une entreprise publique visée dans la loi du 21 mars 1991, à un organisme d'intérêt public, à un établissement d'utilité publique visé dans la loi du 27 juin 1921, à une personne morale de droit public créée sur la base de l'article 9 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, ou à un établissement d'enseignement subventionné, est réglée comme suit :

1° lorsque l'employeur consent à poursuivre le paiement du traitement, l'intéressé obtient l'allocation annuelle prévue à l'article 7, lorsque l'employeur réclame le traitement, la Région wallonne rembourse au service d'origine la rétribution de l'agent du Commissariat, l'allocation de pécule de vacances, la prime de fin d'année et toute autre allocation et indemnité calculées conformément aux dispositions applicables aux agents du Commissariat visé à l'article 1^{er} dans leur organisme d'origine, majorées, le cas échéant, des charges patronales;

2° lorsque l'employeur suspend le paiement du traitement, l'intéressé obtient l'allocation annuelle tenant lieu de traitement, majorée du supplément d'allocation, prévus à l'article 5.

Cette allocation ne peut toutefois dépasser ni être inférieure à la rétribution, au sens large, majorée de l'allocation que l'intéressé obtiendrait au cas où les dispositions citées sous 1° lui seraient applicables.

Art. 7. Il est accordé aux agents détachés au Commissariat une allocation fixée comme suit :

§ 1^{er}. Le commissaire bénéficie d'une allocation annuelle équivalente à l'allocation de Cabinet prévue pour un Chef de Cabinet adjoint par l'article 13 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mai 2000 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2001.

§ 2. Les agents de niveau 1 visés à l'article 3, § 1^{er}, autres que le commissaire, bénéficient d'une allocation annuelle équivalente à l'allocation de Cabinet prévue pour un attaché par l'article 13 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mai 2000 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2001.

§ 3. Les agents de niveau 2+ visés à l'article 3, § 1^{er}, bénéficient d'une allocation annuelle équivalente à l'allocation de Cabinet prévue pour un agent d'exécution par l'article 13 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mai 2000 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2001.

Art. 8. Les agents du Commissariat visé à l'article 1^{er} ne peuvent bénéficier d'aucun autre complément de rémunération que les allocations visées aux articles 5 et 7 du présent arrêté.

Art. 9. Sans préjudice de l'article 8, les agents visés à l'article 3, § 1^{er}, bénéficient des allocations familiales, de l'allocation de naissance, de l'allocation de foyer ou de résidence, du pécule de vacances, de la prime de fin d'année et de toute autre allocation aux taux et aux conditions prévus pour le personnel des services du Gouvernement.

Art. 10. § 1^{er}. Les dispositions prévues pour les membres du personnel des Ministères wallons et organismes d'intérêt publics, soumis aux statuts des fonctionnaires de la Région en matière de frais de séjour et de frais de parcours, résultant de déplacements pour les besoins du service et d'utilisation de transports en commun sont applicables *mutatis mutandis* aux agents du Commissariat.

§ 2. Une indemnité forfaitaire annuelle pour frais de séjour peut être octroyée aux agents visés à l'article 3, § 1^{er}, en remplacement des chèques-repas.

Le montant de l'indemnité est fixé par référence aux indemnités prévues par l'article 21, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mai 2000 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2001; le montant de l'indemnité est équivalent :

- a) à l'indemnité de Chef de Cabinet adjoint pour le commissaire;
- b) à l'indemnité d'attaché pour les agents de niveau 1 visés à l'article 3, § 1^{er};
- c) à l'indemnité d'agent d'exécution pour les agents de niveau 2+ visés à l'article 3, § 1^{er}.

L'indemnité est due par mois à terme échu et, pour les agents visés aux litéras *b* et *c* précités, peut être proratisée en cas de prestation à temps partiel.

L'indemnité n'est accordée que lorsque la fonction à laquelle elle est attachée est, au cours d'un même mois, exercée pendant une durée de plus de cinq jours.

L'indemnité est maintenue pendant les absences ne dépassant pas, au cours d'un même mois, cinq jours.

Lorsque l'indemnité n'est pas due pour un mois entier, elle est liquidée *prorata temporis* à raison de 1/30^e du montant mensuel par jour.

Art. 11. Les allocations visées aux articles 5 et 7, §§ 1^{er} à 3, sont payées mensuellement à terme échu. L'allocation mensuelle est égale à 1/12^e du montant annuel. Lorsque l'allocation mensuelle n'est pas due entièrement, elle est payée en trentièmes, conformément à la règle prévue par le statut pécuniaire du personnel des Ministères.

Art. 12. § 1^{er}. Le Ministre-Président peut accorder, suivant les conditions reprises ci-après, une allocation forfaitaire de départ aux personnes qui ont occupé une fonction dans le Commissariat visé à l'article 1^{er} du présent arrêté et qui ne bénéficient d'aucun revenu professionnel ou de remplacement ou d'une pension de retraite. Une pension de survie ou le minimum de moyens d'existence accordé par un centre public d'aide sociale ne sont pas considérés comme revenu de remplacement.

§ 2. Cette allocation forfaitaire comprend :

- un mois d'allocation tenant lieu de traitement pour une période d'activité ininterrompue de trois à six mois;
- deux mois d'allocation tenant lieu de traitement pour une période d'activité ininterrompue de six mois à un an;
- trois mois d'allocation tenant lieu de traitement pour une période d'activité ininterrompue d'un an à dix-huit mois;
- quatre mois d'allocation tenant lieu de traitement pour une période d'activité ininterrompue de dix-huit mois à deux ans;
- maximum cinq mois d'allocation tenant lieu de traitement pour une période d'activité ininterrompue de deux ans et plus.

§ 3. L'allocation de départ est octroyée par mensualités. La condition d'attribution est l'introduction chaque mois par l'intéressé d'une déclaration sur l'honneur, dans laquelle il apparaît que, pour la période concernée, il n'a exercé aucune activité professionnelle, ou qu'il se trouve, après avoir fait valoir ses droits, dans l'une des conditions prévues au § 4.

§ 4. En dérogation au § 1^{er}, le Ministre-Président peut accorder une allocation forfaitaire de départ aux personnes qui ont exercé des fonctions dans le Commissariat visé à l'article 1^{er} et qui soit, sont titulaires exclusivement d'une ou de plusieurs fonctions partielles dans un service relevant d'un pouvoir législatif, un service public ou dans un établissement d'enseignement subventionné ou d'une ou plusieurs pensions à charge du Trésor, se rapportant à une ou plusieurs carrières incomplètes, soit, bénéficient d'allocations de chômage, d'indemnités légales de maladie-invalidité ou de maternité.

L'allocation de départ est alors fixée conformément au § 2 et est diminuée, après pondération, de la somme totale qui est due à l'intéressé pour la période correspondante en rétribution de fonctions incomplètes ou à titre de pension selon que le montant de l'allocation forfaitaire de départ se rapporte à l'exercice d'une prestation à temps plein ou à temps partiel et de toute manière des revenus procurés par une allocation de chômage, d'indemnités légales de maladie-invalidité ou de maternité.

§ 5. Le supplément d'allocation visé à l'article 5 et les allocations et indemnités prévues aux articles 7, 9 et 10 ainsi que les ressources qui, suivant les dispositions au Code des impôts sur les revenus 1992 n'interviennent pas pour la détermination du nombre de personnes à charge, ne sont pas pris en considération pour la détermination de l'allocation forfaitaire de départ. Il n'est dû aucune allocation de départ aux personnes qui cessent leurs fonctions de leur propre gré.

Art. 13. Délégation est accordée au secrétaire du Gouvernement pour engager et approuver toute dépense imputable sur l'allocation de base 11.01 du titre 1^{er} du programme 04 de la division organique 09 du budget général des dépenses de la Région wallonne et relative au traitement et indemnités du personnel visé à l'article 3, § 1^{er}.

Art. 14. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de celles-ci, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur l'allocation de base 12.08 du titre 1 du programme 02 de la division organique 10 et sur l'allocation de base 74.06 du titre 2 du programme 04 de la division organique 09 du budget général des dépenses de la Région wallonne :

- | | |
|--------------------------------|---------------|
| — secrétaire du Gouvernement : | 31.000 euros; |
| — commissaire : | 5.000 euros. |

Art. 15. § 1^{er}. Le Service permanent d'assistance en matières administratives et pécuniaires des Cabinets (SEPAC) est chargé de l'assistance administrative en matière de personnel au Commissariat et de l'administration salariale des traitements, indemnités et allocations alloués au personnel visé à l'article 3, § 1^{er}.

§ 2. Délégation est accordée au conseiller, responsable du SEPAC pour ordonnancer toute dépense engagée par l'ordonnateur primaire ou délégué imputable sur l'allocation de base 11.01 du titre 1^{er} du programme 04 de la division organique 09 du budget général des dépenses de la Région wallonne et relative aux traitements, indemnités et allocations alloués au personnel visé à l'article 3, § 1^{er}.

Art. 16. Les dispositions qui précèdent n'ont pas pour effet de dessaisir l'ordonnateur primaire du pouvoir d'engager, d'approuver et d'ordonnancer toutes dépenses visées par le présent.

Art. 17. Le Ministre-Président est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 8 février 2002.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2002 — 652

[C — 2002/27186]

8. FEBRUAR 2002 — Erlass der Wallonischen Regierung über das Commissariat für administrative Vereinfachung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 87, § 1;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung des Besoldungsstatuts der Beamten der Region;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. Mai 2000 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2001;

Aufgrund des Beschlusses der Regierung vom 27. September 2001 über das Commissariat für administrative Vereinfachung;

Aufgrund des am 23. Januar 2002 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 24. Januar 2002 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 23. Januar 2002 gegebenen Einverständnisses des Ministers des öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des am 1. Februar 2002 aufgestellten Protokolls Nr. 343 des Sektorenausschusses XVI;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass die Vereinfachung des normativen und verordnungsmäßigen Regelungssystems der Region zügelig zu bewerkstelligen ist, um dieses den durch die Wallonische Regierung verfolgten Zielen anzupassen;

Auf Vorschlag des Minister-Präsidenten,

Beschließt:

Artikel 1 - Bei der Wallonischen Regierung wird ein Kommissariat für administrative Vereinfachung eingerichtet.

Dieses Kommissariat wird für die Dauer der in Artikel 2 erwähnten Aufgaben gebildet. Am Ende dieser Aufgaben besteht es nicht weiter.

Art. 2 - Das Kommissariat hat die nachstehenden Aufgaben:

— im Einvernehmen mit den von der Funktion her zuständigen Ministern jegliche wesentliche Verbesserung in Bezug auf durch die Regierung verabschiedete vorrangige Verfahren entwerfen und bewerkstelligen;

— eine innerhalb der Gesamtheit des wallonischen öffentlichen Dienstes tätige ressortübergreifende Arbeitsgruppe betreuen und der Regierung jegliche generische Verbesserung vorschlagen;

— zusammen mit dem Team des Projektes der elektronischen Regierung für die Koordinierung der Initiativen in Bezug auf die administrative Vereinfachung sorgen;

— jegliche andere mit der administrativen Vereinfachung verbundene Aufgabe erfüllen, mit der es durch die Regierung beauftragt worden ist.

Art. 3 - § 1. Das Personal des Kommissariats besteht aus einem Kommissar, zwei Bediensteten der Stufe 1 und zwei Bediensteten der Stufe 2+ (Graduierte Fachrichtung Direktionssekretariat), die durch die Wallonische Region auf Vorschlag des Minister-Präsidenten für einen eventuell erneuerbaren Zeitraum von drei Jahren bezeichnet werden.

§ 2. Um als Kommissar bezeichnet werden zu können, muss der Kandidat über eine bewiesene Erfahrung und/oder eine ausgezeichnete Kenntnis der Organisation und der Arbeitsweise des wallonischen öffentlichen Dienstes verfügen.

Art. 4 - § 1. Unter der Aufsicht des Minister-Präsidenten wird der Kommissar mit der Durchführung der dem Kommissariat anvertrauten Aufgaben beauftragt.

§ 2. Der Kommissar wird damit beauftragt, jedem von der Funktion her zuständigen Minister für die in seinen Zuständigkeitsbereich fallenden Angelegenheiten Bericht zu erstatten; er legt einem aus Mitgliedern der verschiedenen Kabinette bestehenden Begleitausschuss, dessen Vorsitz von dem Minister-Präsidenten übernommen wird, quartalsweise einen Bericht über seine Aufgaben vor. Nach Untersuchung durch den Begleitausschuss wird dieser Bericht der Regierung durch Miteinschaltung von dem Minister-Präsidenten übermittelt.

§ 3. Im Rahmen seiner Aufgaben informiert der Kommissar die Regierung, durch Miteinschaltung von dem Minister-Präsidenten, über alle Elemente, die für die Politik zur administrativen Vereinfachung von Interesse sein können, und unterbreitet ihr jeglichen Vorschlag, den er für notwendig hält.

Art. 5 - Die Bediensteten des in Artikel 1 erwähnten Kommissariats, die dem Personal der Dienststellen der Regierung oder jeglicher öffentlichen Dienststelle im Allgemeinen nicht angehören, erhalten eine als Gehalt zu betrachtende Zuwendung, die gemäß den nachstehenden, auf das Personal der Ministerien anwendbaren Gehaltsstufen festgesetzt wird.

Der Kommissar bezieht ein Gehalt der Stufe A3.

Außerdem wird er eine jährliche Zuwendungszulage in Höhe der Kabinettszuwendung beziehen, die in Artikel 13 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. Mai 2000 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2001, für einen beigeordneten Kabinettschef vorgesehen ist.

Die beiden neben dem Kommissar in Artikel 3, § 1, erwähnten Bediensteten der Stufe 1 beziehen ein Gehalt der Stufe A6. Außerdem werden sie eine jährliche Zuwendungszulage in Höhe der Kabinettszuwendung beziehen, die in Artikel 13 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. Mai 2000 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2001, für einen Attaché vorgesehen ist.

Die beiden in Artikel 3, § 1, erwähnten Bediensteten der Stufe 2+ beziehen ein Gehalt der Stufe B3. Außerdem werden sie eine jährliche Zuwendungszulage beziehen, die in Artikel 12 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. Mai 2000 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2001, für das ausführende Personal vorgesehen ist.

Art. 6 - § 1. Wenn das in Artikel 3, § 1, erwähnte Personal schon die Eigenschaft als Bediensteter der Dienststellen der Regierung besitzt, wird es für die Dauer seiner Bezeichnung von seiner Dienststelle entsandt.

§ 2. Das Gehalt sowie die Mahlzeitschecks der Beamten und der Vertragsbediensteten, die von den Dienststellen der Regierung entsandt werden, bleiben zu Lasten von Letzteren. Die Vertragsbediensteten der Dienststellen der Regierung behalten, so wie es für die statutarischen Personalmitglieder der Fall ist, ihr Gehalt zuzüglich der in Artikel 7 erwähnten Zuwendungszulage.

§ 3. Die Besoldungslage der in Artikel 1 erwähnten Bediensteten des Kommissariats, die ohne den Dienststellen der Regierung anzugehören, trotzdem einem Ministerium, einer staatlichen Dienststelle, einer anderen Dienststelle, einem in dem Gesetz vom 21. März 1991 erwähnten staatlichen Unternehmen, einer Einrichtung öffentlichen Interesses, einer im Gesetz vom 27. Juni 1921 erwähnten gemeinnützigen Einrichtung, einer auf der Grundlage des Artikels 9 des Sondergesetzes über institutionelle Reformen vom 8. August 1980 gegründeten juristischen Person öffentlichen Rechts, oder einer bezuschussten Unterrichtseinrichtung angehören, wird wie folgt geregelt:

1° wenn der Arbeitgeber mit der Auszahlung des Gehaltes einverstanden ist, bezieht der Betroffene die in Artikel 7 vorgesehene jährliche Zuwendungszulage; wenn der Arbeitgeber das Gehalt zurückfordert, erstattet die Wallonische Region der ursprünglichen Dienststelle das Gehalt des Bediensteten des Kommissariats, das Urlaubsgeld, die Jahresendzulage und jegliche andere Zulage und Entschädigung zurück, gemäß den auf die Bediensteten des in Artikel 1 erwähnten Kommissariats in ihrer ursprünglichen Dienststelle anwendbaren Bestimmungen berechnet, gegebenenfalls zuzüglich der Arbeitgeberlasten;

2° wenn der Arbeitgeber die Auszahlung des Gehalts einstellt, bezieht der Betroffene die das Gehalt ersetzende jährliche Zuwendung, zuzüglich der Zuwendungszulage, die in Artikel 5 vorgesehen sind.

Diese Zuwendung kann aber weder größer noch kleiner sein als das Gehalt im weiteren Sinne, zuzüglich der Zuwendung, die der Betroffene beziehen würde, falls die unter 1° erwähnten Bestimmungen auf ihn anwendbar wären.

Art. 7 - Den in das Kommissariat entsandten Bediensteten wird eine wie folgt berechnete Zuwendung gewährt:

§ 1. Der Kommissar bezieht eine jährliche Zuwendung in Höhe der Kabinettszuwendung, die in Artikel 13 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. Mai 2000 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2001, für einen beigeordneten Kabinettschef vorgesehen ist.

§ 2. Die neben dem Kommissar in Artikel 3, § 1, erwähnten Bediensteten der Stufe 1 beziehen eine jährliche Zuwendung in Höhe der Kabinettszuwendung, die in Artikel 13 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. Mai 2000 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2001, für einen Attaché vorgesehen ist.

§ 3. Die in Artikel 3, § 1, erwähnten Bediensteten der Stufe 2+ beziehen eine jährliche Zuwendung, die in Artikel 13 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. Mai 2000 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2001, für einen ausführenden Bediensteten vorgesehen ist.

Art. 8 - Die Bediensteten des in Artikel 1 erwähnten Kommissariats können keine andere Gehaltsergänzung als die in den Artikeln 5 und 7 des vorliegenden Erlasses erwähnten Zuwendungen beziehen.

Art. 9 - Vorbehaltlich des Artikels 8 beziehen die in Artikel 3, § 1, erwähnten Bediensteten Kinderzulagen, die Geburtszulage, die Haushalts- und die Wohnsitzzulage, das Urlaubsgeld, die Jahresendzulage und jegliche andere Zuwendung in der Höhe und unter den Bedingungen, die für das Personal der Dienststellen der Regierung vorgesehen sind.

Art. 10 - § 1. Die Bestimmungen, die für die Mitglieder des Personals der wallonischen Ministerien und Einrichtungen öffentlichen Interesses vorgesehen sind, die dem Statut der Beamten der Region in Bezug auf mit Dienstfahrten und mit der Benutzung von öffentlichen Verkehrsmitteln verbundene Aufenthaltskosten und Dienstfahrtkosten unterliegen, sind mutatis mutandis auf die Bediensteten des Kommissariats anwendbar.

§ 2. Eine jährliche pauschale Vergütung für Aufenthaltskosten kann den in Artikel 3, § 1, erwähnten Bediensteten als Ersatz für die Mahlzeitschecks gewährt werden.

Der Betrag der Vergütung wird unter Bezugnahme auf die in Artikel 21, § 3, des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. Mai 2000 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2001, vorgesehenen Vergütungen festgesetzt; der Betrag der Vergütung entspricht:

- a) der Vergütung für einen beigeordneten Kabinettschef, was den Kommissar betrifft;
- b) der Vergütung für einen Attaché, was die in Artikel 3, § 1, erwähnten Bediensteten der Stufe 1 betrifft;
- c) der Vergütung für einen ausführenden Bediensteten, was die in Artikel 3, § 1, erwähnten Bediensteten der Stufe 2+ betrifft;

Die Vergütung ist pro Monat und nachträglich zu zahlen und kann, was die unter *b* und *c* erwähnten Bediensteten betrifft, prorata temporis gerechnet werden, falls der Bedienstete einer Teilzeitbeschäftigung nachgeht.

Die Vergütung wird nur dann gewährt, wenn die Funktion, mit welcher sie verbunden ist, während mehr als fünf Tagen innerhalb eines Monats ausgeübt wird.

Die Vergütung wird während der Abwesenheitszeiten, die fünf Tage innerhalb eines Monats nicht übersteigen, aufrechterhalten.

Wenn die Vergütung nicht für einen ganzen Monat zu zahlen ist, wird sie prorata temporis auf der Grundlage von 1/30. des monatlichen Betrags pro Tag ausgezahlt.

Art. 11 - Die in den Artikeln 5 und 7, §§ 1 bis 3, erwähnten Vergütungen werden monatlich und nachträglich ausgezahlt. Die monatliche Vergütung entspricht 1/12. des jährlichen Betrags. Wenn die monatliche Vergütung nicht für einen ganzen Monat zu zahlen ist, wird sie in Dreißigsteln gemäß den in dem Besoldungsstatut des Personals der Ministerien vorgesehenen Regeln ausgezahlt.

Art. 12 - § 1. Der Minister-Präsident kann unter den weiter unten erwähnten Bedingungen den Personen, die eine Funktion im in Artikel 1 des vorliegenden Erlasses erwähnten Kommissariat ausgeübt haben, und die kein berufliches Einkommen, kein Ersatzeinkommen oder keine Ruhstandspension beziehen, eine pauschale Ausscheidensvergütung gewähren. Eine Überlebenspension oder das durch ein öffentliches Sozialhilfzentrum gewährte Existenzminimum wird nicht als Ersatzeinkommen betrachtet.

§ 2. Diese pauschale Vergütung enthält:

- bei einer ununterbrochenen Tätigkeitsperiode von drei bis sechs Monaten den Gegenwert von einem Monat der das Gehalt ersetzenden Vergütung;
- bei einer ununterbrochenen Tätigkeitsperiode von sechs bis zwölf Monaten den Gegenwert von zwei Monaten der das Gehalt ersetzenden Vergütung;
- bei einer ununterbrochenen Tätigkeitsperiode von zwölf bis achtzehn Monaten den Gegenwert von drei Monaten der das Gehalt ersetzenden Vergütung;
- bei einer ununterbrochenen Tätigkeitsperiode von achtzehn bis vierundzwanzig Monaten den Gegenwert von vier Monaten der das Gehalt ersetzenden Vergütung;
- bei einer ununterbrochenen Tätigkeitsperiode von zwei Jahren und mehr den Gegenwert von fünf Monaten der das Gehalt ersetzenden Vergütung.

§ 3. Die Ausscheidensvergütung wird in Monatsraten ausgezahlt. Die Bedingung zu deren Gewährung ist, dass der Betroffene jeden Monat eine ehrenwörtliche Erklärung einreicht, in welcher versichert wird, dass er während des betroffenen Zeitraums keine berufliche Tätigkeit ausgeübt hat, oder dass er in einem der in § 4 vorgesehenen Verhältnisse steht.

§ 4. In Afweking van § 1 kan der Minister-Präsident eine pauschale Ausscheidensvergütung den Personen gewähren, die in dem in Artikel 1 erwähnten Kommissariat tätig gewesen sind, und die entweder Inhaber von ausschließlich einem oder mehreren teilweisen Ämtern in einer Dienststelle, die einer gesetzgebenden Behörde unterliegt, in einer öffentlichen Dienststelle oder in einer bezuschussten Unterrichtseinrichtung sind, oder die eine oder mehrere Pensionen zu Lasten der Staatskasse beziehen, die sich auf eine oder mehrere unvollständige Karrieren beziehen, oder aber Arbeitslosengeld, gesetzliche Entschädigungen bei Krankheit, Invalidität oder Mutterschaft beziehen.

Die Ausscheidensvergütung wird dann gemäß § 2 festgesetzt und wird, nach Gewichtung, um die Gesamtsumme reduziert, die dem Betroffenen für den entsprechenden Zeitraum als Entgelt für eine unvollständige Funktion oder als Pension zusteht, je nachdem der Betrag der pauschalen Ausscheidensvergütung sich auf das Ausüben einer ganztägigen Beschäftigung oder einer Teilzeitbeschäftigung bezieht, und auf jeden Fall um die mit dem Arbeitslosengeld, mit den gesetzlichen Entschädigungen bei Krankheit, Invalidität oder Mutterschaft verbundenen Einkünfte.

§ 5. Die in Artikel 5 erwähnte Zuwendungszulage und die in den Artikeln 7, 9 und 10 vorgesehenen Zuwendungen und Vergütungen sowie die Einkünfte, die gemäß den Bestimmungen des Einkommensteuergesetzbuches für 1992 nicht bei der Festsetzung der Unterhaltsberechtigten zu berücksichtigen sind, werden bei der Festsetzung der pauschalen Ausscheidensvergütung nicht berücksichtigt. Die Personen, die aus eigenem Antrieb ihre Tätigkeit einstellen, beziehen keine Ausscheidensvergütung.

Art. 13 - Der Sekretär der Regierung wird bevollmächtigt, um jegliche Ausgabe einzugehen und zu genehmigen, die auf die Basiszuwendung 11.01 des Titels 1 des Programms 04 des Organisationsbereichs 09 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region anrechenbar ist, und die mit dem Gehalt und den Vergütungen, die dem in Artikel 3, § 1, erwähnten Personal gewährt werden, verbunden ist.

Art. 14 - Die Inhaber der nachstehenden Ämter werden bevollmächtigt, um jegliche Ausgabe bis zu den ihnen gegenüber stehenden Beträgen einzugehen, zu genehmigen und anzuweisen, die auf die Basiszuwendung 12.08 des Titels 1 des Programms 02 des Organisationsbereichs 10 und auf die Basiszuwendung 74.06 des Titels 2 des Programms 04 des Organisationsbereichs 09 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region anrechenbar ist:

- Sekretär der Regierung: 31.000 Euro;
- Kommissar: 5.000 Euro.

Art. 15 - § 1. Die ständige Dienststelle zur Unterstützung der Kabinette bei Verwaltungs- und Besoldungsangelegenheiten (SEPAC) wird mit der administrativen Unterstützung in Bezug auf das Personal des Kommissariats und mit der Verwaltung der dem in Artikel 3, § 1, erwähnten Personal gewährten Gehälter, Vergütungen und Zuwendungen beauftragt.

§ 2. Der für die SEPAC verantwortliche Berater wird bevollmächtigt, um jegliche von dem ersten oder dem beauftragten Anweisungsbefugten eingegangene Ausgabe zur Zahlung anzuordnen, die auf die Basiszuwendung 11.01 des Titels 1 des Programms 04 des Organisationsbereichs 09 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region anrechenbar ist, und die mit dem Gehalt, den Vergütungen und den Zuwendungen, die dem in Artikel 3, § 1, erwähnten Personal gewährt werden, verbunden ist.

Art. 16 - Die weiter oben stehenden Bestimmungen bewirken nicht, dass dem ersten Anweisungsbefugten seine Befugnis, alle in dem vorliegenden Erlass erwähnten Ausgaben einzugehen, zu genehmigen und zur Zahlung anzuordnen, entzogen wird.

Art. 17 - Der Minister-Präsident wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 8. Februar 2002

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2002 — 652

[C — 2002/27186]

8 FEBRUARI 2002. — Besluit van de Waalse Regering betreffende het Commissariaat voor Administratieve vereenvoudiging

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 1;
Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van het Gewest;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 mei 2000 betreffende de Kabinetten van de Ministers van de Waalse Regering, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2001;

Gelet op de beslissing van de Regering van 27 september 2001 betreffende het Commissariaat voor Administratieve vereenvoudiging;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 23 januari 2002;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 24 januari 2002;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 23 januari 2002;

Gelet op het protocol nr. 343 van het Sectorcomité XVI, opgesteld op 1 februari 2002;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de vereenvoudiging van het normenstelsel en de regelgeving van het Waalse Gewest dringend uitgevoerd dient te worden zodat beiden in overeenstemming worden gebracht met de doelstellingen die de Waalse Regering nastreeft;

Op de voordracht van de Minister-President,

Besluit :

Artikel 1. Er wordt bij de Waalse Regering een Commissariaat voor Administratieve vereenvoudiging opgericht.

Bedoeld Commissariaat wordt samengesteld voor de duur van de opdrachten bedoeld in artikel 2. Bij het einde van diens opdrachten houdt het op te bestaan.

Art. 2. Het Commissariaat heeft volgende opdrachten :

- het concipiëren en het uitvoeren, in samenspraak met de functioneel bevoegde ministers, van elke wezenlijke verbetering betreffende de door de Regering vastgestelde procedures met voorrangsbepaling;
- het leiden van een overkoepelende werkgroep van alle Waalse overheidsdiensten en het voorleggen aan de Waalse Regering van voorstellen voor algemene verbeteringen;
- de coördinatie van initiatieven inzake administratieve vereenvoudiging samen met de projectgroep voor e-government;
- het volbrengen van alle andere opdrachten die door de Regering zijn opgelegd in verband met administratieve vereenvoudiging.

Art. 3. § 1. Het personeel van het Commissariaat bestaat uit een commissaris, twee personeelsleden van niveau 1 en twee personeelsleden van niveau 2+ (gegradueerden in het directiesecretariaat) die aangewezen worden door de Waalse Regering op de voordracht van de Minister-President voor een eventueel hernieuwbare termijn van drie jaar.

§ 2. Om als commissaris aangewezen te kunnen worden, moet de kandidaat beschikken over een bewezen ervaring en/of een mastergraad in organisatiezaken en werking van de Waalse overheidsdiensten.

Art. 4. § 1. Onder het gezag van de Minister-President is de commissaris belast met de uitvoering van de opdrachten die aan het Commissariaat zijn toevertrouwd.

§ 2. De commissaris is belast met de rapportering aan elke functioneel bevoegde minister over de aangelegenheden waarvoor hij bevoegd is en legt driemaandelijks een verslag over zijn opdrachten voor aan een begeleidingscomité waarin alle ministeriële kabinetten vertegenwoordigd zijn en dat door de Minister-President voorgezeten wordt. Bedoeld verslag wordt na behandeling in het begeleidingscomité overgemaakt aan de Regering door bemiddeling van de Minister-President.

§ 3. In het kader van diens opdrachten licht de commissaris de Regering door bemiddeling van de Minister-President in over alle elementen die van belang zouden kunnen zijn voor een vereenvoudigingsbeleid in bestuurszaken en legt voorstellen voor die hem nuttig lijken.

Art. 5. De personeelsleden van het Commissariaat bedoeld in artikel 1 die niet deel uitmaken van het personeel van de diensten van de Regering of, meer in het algemeen, van de overheidsdiensten, genieten een toelage die in de plaats komt van de wedde vastgesteld in de hiernavermelde loonschalen zoals van toepassing op het personeel van de Ministeries.

De commissaris geniet de loonschaal A 3.

Daarnaast geniet hij een bijkomende jaarlijkse toelage die gelijkwaardig is aan de kabinetstoelage voorzien voor een adjunct-kabinetstafchef bij artikel 13 van het besluit van de Waalse Regering betreffende de Kabinetten van de Ministers van de Waalse Regering, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2001.

De twee personeelsleden van niveau 1 bedoeld in artikel 3, § 1, met uitzondering van de commissaris, genieten de loonschaal A 6. Daarnaast genieten ze een bijkomende jaarlijkse toelage die gelijkwaardig is aan de kabinetstoelage voorzien voor een attaché bij artikel 13 van het besluit van de Waalse Regering van 26 mei 2000 betreffende de Kabinetten van de Ministers van de Waalse Regering van 26 mei 2000, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2000.

De twee personeelsleden van niveau 2+ bedoeld in artikel 3, § 1, genieten de loonschaal B 3. Daarnaast genieten ze een bijkomende jaarlijkse toelage die gelijkwaardig is aan de kabinetstoelage voorzien voor het uitvoerend personeel bij artikel 12 van het besluit van de Waalse Regering van 26 mei 2000 betreffende de Kabinetten van de Ministers van de Waalse Regering van 26 mei 2000, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2000.

Art. 6. § 1. Indien het personeel bedoeld in artikel 3, § 1, reeds de hoedanigheid van personeelslid van de diensten van de Regering bezit, wordt het voor de duur van de aanwijzing uit de dienst gedetacheerd.

§ 2. De bezoldiging, evenals de maaltijdcheques van de ambtenaren en de contractuele personeelsleden die uit de diensten van de Regering worden gedetacheerd, blijven te hunner laste. De contractuele personeelsleden van de diensten van de Regering behouden op dezelfde manier als de statutaire personeelsleden hun bezoldiging, vermeerderd met de toelage bedoeld in artikel 7.

§ 3. De geldelijke toestand van de personeelsleden van het Commissariaat bedoeld in artikel 1 die zonder deel uit te maken van de diensten van de Regering toch werken bij een ministerie, een rijksdienst, een andere overheidsdienst, een openbare onderneming bedoeld in de wet van 21 maart 1991, een openbare instelling, een instelling van openbaar nut bedoeld in de wet van 27 juni 1921, een publiekrechtelijke rechtspersoon opgericht op grond van artikel 9 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen of een gesubsidieerde onderwijsinstelling, wordt als volgt geregeld :

1° indien de werkgever ermee instemt om de wedde verder uit te betalen, krijgt de betrokken persoon de jaarlijkse toelage voorzien bij artikel 7; indien de werkgever de wedde opeist, betaalt het Waalse Gewest aan de oorspronkelijke dienst de verloning van het personeelslid van het Commissariaat, het vakantiegeld, de eindejaarstoelage en elke andere toelage en vergoeding terug die berekend worden overeenkomstig de bepalingen die van toepassing zijn op de personeelsleden van het Commissariaat bedoeld in artikel 1 in de instelling waar ze oorspronkelijk werkten, eventueel vermeerderd met de werkgeversbijdragen;

2° indien de werkgever de betaling van de wedde opschort, krijgt de betrokken persoon de jaarlijkse toelage die in de plaats komt van de wedde, vermeerderd met de bijkomende toelage voorzien bij artikel 5.

Bedoelde toelage mag evenwel noch meer noch minder bedragen dan de verloning in ruime zin, vermeerderd met de toelage die de betrokken persoon zou krijgen indien de bepalingen onder 1° van toepassing op hem zouden zijn.

Art. 7. Er wordt aan de personeelsleden die bij het Commissariaat gedetacheerd zijn een toelage toegewezen die als volgt is vastgesteld :

§ 1. De commissaris geniet een jaarlijkse toelage die gelijkwaardig is aan de kabinetstoelage voorzien voor een adjunct-kabinetschef bij artikel 13 van het besluit van de Waalse Regering van 26 mei 2000 betreffende de kabinetten van de Ministers van de Waalse Regering, gewijzigd bij het besluit van de Regering van 19 juli 2001.

§ 2. De personeelsleden van niveau 1 bedoeld in artikel 3, § 1, met uitzondering van de commissaris, genieten een jaarlijkse toelage die gelijkwaardig is aan de kabinetstoelage voorzien voor een attaché bij artikel 13 van het besluit van de Waalse Regering van 26 mei 2000 betreffende de kabinetten van de Ministers van de Waalse Regering, gewijzigd bij het besluit van de Regering van 19 juli 2001.

§ 3. De personeelsleden van niveau 2+ bedoeld in artikel 3, § 1, genieten een jaarlijkse toelage die gelijkwaardig is aan de kabinetstoelage voorzien voor een uitvoerend personeelslid bij artikel 13 van het besluit van de Waalse Regering van 26 mei 2000 betreffende de kabinetten van de Ministers van de Waalse Regering, gewijzigd bij het besluit van de Regering van 19 juli 2001.

Art. 8. De personeelsleden van het Commissariaat bedoeld in artikel 1 mogen geen enkele andere bijkomende vorm van vergoeding genieten behalve de toelagen bedoeld in de artikelen 5 en 7 van dit besluit.

Art. 9. Onverminderd artikel 8 genieten de personeelsleden bedoeld in artikel 3, § 1, kindergeld, geboortepremie, hard- of standplaatstoelage, vakantiegeld, eindejaarstoelage of elke andere toelage tegen het bedrag en de voorwaarden voorzien voor het personeel van de diensten van de Regering.

Art. 10. § 1. De bepalingen die voorzien zijn voor de leden van het personeel van de Waalse ministeries en openbare instellingen en op wie het statuut van de ambtenaren van het Gewest van toepassing is voor wat betreft verblijf- en rondreiskosten die voortvloeien uit verplaatsingen uit dienstoverwegingen en uit het gebruik van het openbaar vervoer, zijn *mutatis mutandis* van toepassing op de personeelsleden van het Commissariaat.

§ 2. Er kan een jaarlijkse forfaitaire vergoeding voor verblijfskosten toegekend worden aan de personeelsleden bedoeld in artikel 3, § 1, ter vervanging van de maaltijdcheques.

Het bedrag van de vergoeding wordt bepaald in verwijzing naar de vergoedingen voorzien bij artikel 21, § 3, van het besluit van de Waalse Regering van 26 mei 2000 betreffende de kabinetten van de Ministers van de Waalse Regering, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2001; het bedrag van de vergoeding is gelijkwaardig :

- a) aan de vergoeding van adjunct-kabinetschef voor de commissaris;
- b) aan de vergoeding van attaché voor de personeelsleden van niveau 1 bedoeld in artikel 3, § 1;
- c) aan de vergoeding van uitvoerend personeelslid voor de personeelsleden van niveau 2+ bedoeld in artikel 3, § 1.

De vergoeding is maandelijks op het einde van de maand verschuldigd en, voor de personeelsleden bedoeld onder litterae b en c voorvermeld, kan een prorata ingevoerd worden in geval van deeltijdse arbeidsprestaties.

De vergoeding wordt enkel toegekend indien de functie waaraan ze verbonden is, in de loop van de maand wordt uitgeoefend tijdens meer dan vijf dagen.

De vergoeding blijft behouden tijdens de afwezigheden die in de loop van één en dezelfde maand een duur van vijf dagen niet overschrijden.

Indien de vergoeding niet verschuldigd is voor een gehele maand, wordt ze *pro rata temporis* uitbetaald à één dertigste van het maandbedrag per dag.

Art. 11. De toelagen bedoeld in de artikelen 5 en 7, §§ 1 t.e.m. 3, worden maandelijks op het einde van de maand betaald. De maandelijks toelage is gelijk aan één twaalfde van het jaarlijks bedrag. Indien de maandelijks toelage niet geheel verschuldigd is, wordt ze in dertigsten betaald, overeenkomstig met de regel bedoeld in het geldelijk statuut van het personeel van de ministeries.

Art. 12. § 1. De Minister-President kan tegen de voorwaarden hierna vermeld, een forfaitaire vertrektoelage toekennen aan de personen die een functie bekleed hebben in het Commissariaat bedoeld in artikel 1 van dit besluit en die geen beroeps- of vervangingsinkomens, noch een rustpensioen genieten. Een overlevingspensioen of het bestaansminimum toegekend door een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn worden niet beschouwd als vervangingsinkomen.

§ 2. Bedoelde forfaitaire toelage houdt het volgende in :

- één maand toelage die in de plaats komt van de wedde voor een ononderbroken activiteitsperiode van drie tot zes maanden;
- twee maanden toelage die in de plaats komen van de wedde voor een ononderbroken activiteitsperiode van zes maanden tot één jaar;
- drie maanden toelage die in de plaats komen van de wedde voor een ononderbroken activiteitsperiode van één jaar tot achttien maanden;
- vier maanden toelage die in de plaats komen van de wedde voor een ononderbroken activiteitsperiode van achttien maanden tot twee jaar;
- maximum vijf maanden toelage die in de plaats komen van de wedde voor een ononderbroken activiteitsperiode van twee jaar en meer.

§ 3. De vertrektoelage wordt bij maandelijks bedragen toegekend. De voorwaarde voor toekenning ervan is dat betrokkene maandelijks een verklaring op erewoord indient waaruit blijkt dat hij tijdens de betrokken periode geen beroepsbedrijvigheid heeft uitgeoefend of dat hij na tegeldemaking van zijn rechten één van de voorwaarden voorzien in § 4 vervult.

§ 4. In afwijking van § 1 kan de Minister-President een forfaitaire vertrektoelage toekennen aan de personen die functies vervuld hebben in het Commissariaat bedoeld in artikel 1 en die ofwel uitsluitend houder zijn van één of meerdere deeltijdse functies in een dienst die onder de decreetgevende macht ressorteert of in een instelling van het gesubsidieerd onderwijs of van één of meerdere pensioenen ten laste van de Schatkist en die verband houden met één of meerdere onvolledige loopbanen, ofwel werkloosheidsuitkering, wettelijke ziekteverzekeringsuitkeringen of moederschapsuitkeringen genieten.

De vertrektoelage wordt dan vastgesteld overeenkomstig § 2 en wordt na afweging verminderd met het totaalbedrag dat aan betrokkene verschuldigd is voor de overeenstemmende periode ter vergoeding van onvolledige functies of als pensioen al naar gelang het bedrag van de forfaitaire vertrektoelage verband houdt met de uitoefening van een voltijdse of deeltijdse prestatie en in elk geval met de inkomsten die voortvloeien uit werkloosheidsuitkering, wettelijke ziekteverzekeringssuitkeringen of moederschapsuitkeringen.

§ 5. De bijkomende toelage bedoeld in artikel 5 en de toelagen en vergoedingen voorzien in de artikelen 7, 9 en 10 evenals de inkomsten die volgens de bepalingen van het Wetboek op de inkomstenbelastingen 1992 niet in aanmerking komen voor de bepaling van het aantal personen ten laste, worden niet in overweging genomen voor de bepaling van de forfaitaire vertrektoelage. Er is geen enkele vertrektoelage verschuldigd aan de personen die uit eigen wil hun ambt neerleggen.

Art. 13. Er wordt delegatie verleend aan de secretaris van de Regering om elke uitgave vast te leggen en goed te keuren die aangerekend kan worden op basisallocatie 11.01 van titel 1 van programma 04 van organisatieafdeling 09 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest en die betrekking heeft op de wedden en vergoedingen van het personeel bedoeld in artikel 3, § 1.

Art. 14. Er wordt delegatie verleend aan de volgende ambthouders ten belope van de bedragen die daarnaast zijn afgedrukt, om elke uitgave vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren die aangerekend kan worden op basisallocatie 12.08 van titel 1 van programma 02 van organisatieafdeling 10 en op basisallocatie 74.06 van titel 2 van programma 02 van organisatieafdeling 09 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest :

- secretaris van de Regering : 31.000 euro;
- commissaris : 5.000 euro.

Art. 15. § 1. De vaste hulpdienst voor de administratieve en geldelijke aangelegenheden van de ministeriële kabinetten is belast met de administratieve bijstand in personeelszaken voor het Commissariaat en met afhandeling van de wedden, vergoedingen en toelagen die worden toegekend aan het personeel bedoeld in artikel 3, § 1.

§ 2. Er wordt delegatie verleend aan de adviseur die verantwoordelijk is voor de vaste hulpdienst om elke uitgave te ordonnanceren die vastgelegd is door de eerste of afgevaardigde ordonnateur en die aangerekend kan worden op basisallocatie 11.01 van titel 1 van programma 04 van organisatieafdeling 09 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest en die betrekking heeft op de wedden, vergoedingen en toelagen die toegekend worden aan het personeel bedoeld in artikel 3, § 1.

Art. 16. Voorvermelde bepalingen hebben niet als gevolg de ontheffing van de eerste ordonnateur uit zijn macht om alle uitgaven bedoeld in dit besluit vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

Art. 17. De Minister-President is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 8 februari 2002.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE



F. 2002 — 653

[C — 2002/27187]

8 FEVRIER 2002. — Arrêté du Gouvernement wallon portant adaptation pour l'année 2002 des montants des redevances sur les appareils de radio sur véhicule et de télévision établis par la loi du 13 juillet 1987

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision, notamment les articles 2, 3, 4, 6, 7, 8, 11 et 14;

Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, modifiée en dernier lieu par la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant refinancement des Communautés et extension des compétences fiscales des Régions, notamment les articles 3, 4, et 5;

Vu les fluctuations de l'indice des prix à la consommation du Royaume entre les mois de juin 2000 et juin 2001;

Vu l'urgence de fixer les montants dus pour l'année 2002 afin de permettre aux services concernés de préparer à temps la perception;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 17 janvier 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 février 2002;

Sur la proposition du Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. En application des articles 2, 3, 6 et 7 de la loi du 13 juillet 1987, le montant des redevances radio et télévision qui sera perçu en l'an 2002 est fixé à :

1° 29,40 euros pour un appareil de radio sur véhicule;

2° 140,16 euros pour un appareil de télévision en noir et blanc;

3° 200,88 euros pour un appareil de télévision en couleurs.

Art. 2. Les détenteurs, qui usent de la faculté prévue à l'article 14 de la loi du 13 juillet 1987, de payer les redevances télévision annuelles visées à l'article 1^{er} du présent arrêté en deux fractions égales, acquitteront les montants indiqués ci-après :

1° 70,08 euros pour un appareil de télévision en noir et blanc;

2° 100,44 euros pour un appareil de télévision en couleurs.